

*De vives réactions en Amérique
Latine contre les exactions
d'Israël dans la bande de Gaza*



La Havane, 2 novembre, (RHC)- Le gouvernement colombien a exprimé mercredi son rejet le plus ferme des attaques menées par les forces de sécurité israéliennes contre des zones densément peuplées de civils à Gaza.

"Le gouvernement colombien réitère l'urgence d'un cessez-le-feu et l'obligation pour les forces de sécurité israéliennes de respecter le droit international humanitaire (DIH)", souligne un communiqué publié à Bogota.

Le communiqué souligne également que toutes les parties sont appelées à respecter le droit international et le DIH.

Le document réitère l'appel du président Gustavo Petro à la convocation d'urgence d'une conférence de paix afin de faire avancer les dialogues qui rendent possible la coexistence pacifique entre les deux peuples.

Face à cette situation intolérable, le président Gustavo Petro a décidé de rappeler l'ambassadrice accréditée à Tel Aviv, Margarita Manjarrez, pour consultations.

De son côté, le président chilien, Gabriel Boric, a critiqué la qualification de "dommages collatéraux" des mineurs tués par Israël dans le cadre de "la guerre contre le Hamas".

Il a souligné que les mineurs, loin d'être des "dommages collatéraux" du conflit, comme l'ont affirmé les responsables de Tel-Aviv après l'attaque du camp de réfugiés de Jabaliya, "en sont les principales victimes, ainsi que des civils innocents, principalement des femmes".

Le gouvernement chilien a rappelé l'ambassadeur en poste à Tel-Aviv, Jorge Carvajal, en raison des "violations inacceptables du droit international humanitaire" commises par Israël dans la bande de Gaza.

Le gouvernement vénézuélien a également rejeté "catégoriquement" l'attaque perpétrée par les forces israéliennes contre le camp de réfugiés de Jabaliya.

Une déclaration publiée à Caracas qualifie de "génocide" les actions d'Israël contre la Palestine et rejette une fois de plus "la violation systématique des principes du droit humanitaire international et le mépris des dispositions des conventions de Genève" par Tel-Aviv.

De son côté, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a critiqué le refus des auteurs des attaques - qui ont déjà tué "3 000 enfants" dans la bande de Gaza "dans une guerre dont ils n'ont pas revendiqué la responsabilité" - d'assumer la responsabilité de ces crimes.

Sources : Plusieurs

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/338203-de-vives-reactions-en-amerique-latine-contre-les-exactions-disrael-dans-la-bande-de-gaza>



Radio Habana Cuba